

Communiqué du Parti Socialiste



Communiqué du Parti Socialiste

Réponse à la tribune de M. Gonthiez, référent territorial du Gers de La République en Marche.

Monsieur Gonthiez, responsable gersois du parti présidentiel La République en Marche est sans doute l'un des derniers à ne pas s'être aperçu que le projet politique d'Emmanuel Macron n'était plus « ni de droite, ni de gauche », mais bel et bien « de droite, et de droite » !

Qualifier la politique d'Emmanuel Macron d'« ultralibérale », ce n'est pas vouloir faire polémique ni vouloir « attiser les craintes », c'est user du terme parfaitement adapté pour décrire le monde que ce Président des riches nous prépare : un monde où les chômeurs vont être remplacés par des travailleurs pauvres, un monde où la santé, l'éducation, les transports, tout ce qui constitue notre bien commun, va être progressivement livré aux lois du marché et de la libre entreprise, un monde où le Parlement sera réduit à sa plus simple expression et cantonné au rôle de chambre d'enregistrement, un monde où le modèle de l'entreprise est devenu de manière totalitaire la matrice de toute organisation sociale (non, une collectivité, un pays, ne se dirige pas comme une entreprise !).

Non, Emmanuel Macron n'opère pas « une synthèse constructive » de la droite et de la gauche, il met en application un vieux dogme libéral qui réduit notre beau concept républicain d'Égalité, soucieux d'équilibrer la balance entre le fort et le faible, à celui, bien plus étroit, d'« égalité des chances », qui encourage le fort et culpabilise le faible.

« Soyons réalistes ! », nous dit le représentant gersois du parti présidentiel pour nous convaincre du bien fondé de la politique qu'il défend et dont nous savons, nous qui avons de la mémoire et l'avons vue à l'œuvre, qu'elle ne transformera pas la France en paradis de la croissance solidaire.

A notre tour de vous inviter au réalisme Monsieur Gonthiez, et admettez que les baisses de chômage que vous observez aujourd'hui sont le fruit des mesures prises hier par le gouvernement précédent. Soyez réaliste, et admettez que toutes les grandes mesures de progrès social, des congés payés à la réduction du temps de travail en passant par le mariage pour tous, sont le fruit des politiques de gauche qui se sont succédées.

Monsieur Gonthiez se présente aussi comme un « non-professionnel de la politique » capable de répondre au besoin de « professionnalisme » que les citoyens exprimeraient selon lui. Il laisse entendre ce faisant, de manière insultante, que les femmes et les hommes politiques qui ont précédé l'avènement des élus du parti d'Emmanuel Macron étaient des citoyens à part. Les élus du Gers et d'ailleurs, Monsieur Gonthiez, même élus de longue date, sont avant tout des citoyens qui vivent les mêmes réalités que vous et savent au moins aussi bien que vous ce que veulent leurs concitoyens. Et pour la nouveauté, il n'est qu'à observer le parcours parfois surprenant de beaucoup d'élus de la majorité présidentielle pour s'apercevoir que l'opportunisme est plus une qualité qu'un défaut auprès du résident du palais de l'Élysée !

Enfin, s'agissant de mémoire sélective, Monsieur Gonthiez devrait être plus prudent. Les éléments de langage et autres argumentaires distillés par le gouvernement ne sont pas toujours très précis ni objectifs ! Il nous dit par exemple que les dotations de l'État aux collectivités locales ne baissent pas cette année. Mais il oublie de dire que plus de 21 000 communes en France, 86 dans le Gers vont voir leurs dotations baisser. Il ne nous dit pas non plus –et pour cause, personne ne le sait !– comment le gouvernement va compenser la suppression de la taxe d'habitation sans augmenter d'autres prélèvements.

Les politiques qui sont lancées aujourd'hui nous inquiètent comme elles inquiètent beaucoup de Françaises et de Français. Vous qui prétendez savoir ce que veulent vos concitoyens, commencez-donc par les entendre !

Michaël AURORA Premier Secrétaire Fédéral du parti Socialiste du Gers.